

Election du Parlement Européen

9 juin 1979

PLATEFORME INTERNATIOIALE DE LUTTE
CONTRE LES INSTITUTIOIS
EUROPEENNES POUR LA SOLIDARITE
INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS
POUR LE SOCIALISME

Réunion internationale de Paris

14 et 15 octobre 1978

A l'initiative du PSU, une quinzaine d'organisations de différents pays d'Europe se sont réunies pour faire le point de leurs convergences en ce qui concerne la lutte contre l'élection du Parlement Européen au suffrage universel.

De cette réunion est sortie une analyse commune ainsi que cinq axes de lutte:

1. Contre la restructuration capitaliste et de chômage qu'elle implique.
et la politique d'austérité
2. Pour la sauvegarde et l'extension des libertés politiques et syndicales.
3. Pour la défense de l'équilibre naturel et contre le nucléaire.
4. Contre l'impérialisme européen.
5. Contre le renforcement des institutions européennes.

A l'initiative de Democratia Proletaria, une nouvelle réunion fut programmée à Turin pour les 25 et 26 novembre 1978 afin de concrétiser l'analyse et les axes de lutte. dans une plate-forme commune à l'ensemble de la gauche anti-capitaliste.

Réunion internationale de Turin

25 et 26 novembre 1978

1. LA CONSTRUCTION EUROPEENNE ET LA CRISE DE L'IMPERIALISME.

La crise du système impérialiste est liée aux difficultés croissantes qu'il a de maintenir le pillage du tiers-monde sous ses formes antérieures, et à la forte montée des luttes ouvrières dans les pays capitalistes de l'Europe de l'ouest depuis le début des années 60. Cette situation a entraîné une modification des rapports de force, accentuant les contradictions inter-impérialistes, même si la solidarité impérialiste demeure, face aux peuples du Tiers-Monde.

A l'époque de leur création, les institutions européennes se sont situées dans le cadre atlantique dominé par les Etats Unis.

Les contradictions inter-impérialistes, caractéristiques de la situation actuelle, passent au travers de nouvelles formes, notamment par la remise en cause du leadership américain.

Pour l'Europe occidentale, cette hégémonie tend à être remplacée par celle de l'Allemagne fédérale et, dans une certaine mesure, par celle de la France. Mais cette direction franco-allemande pour la construction de l'Europe, si elle est réelle aujourd'hui, n'en reste pas moins instable et contradictoire.

Plus généralement, au niveau du monde occidental, la domination sans partage des Etats-Unis tend à se transformer en une direction "trilatérale" des Etats-unis, de la RFA et du Japon.

L'accélération de la construction européenne représente un instrument pour les grandes entreprises multinationales d'Europe dans leur concurrence avec les autres puissances impérialistes:

- une arme pour faciliter et hâter la restructuration du capital et le déploiement d'une nouvelle division internationale du travail dans le but de mettre rapidement en oeuvre une solution bourgeoise à la crise,
- un moyen de faire face aux luttes des peuples en favorisant la mise en place d'institutions supranationales, en renforçant et en unifiant les dispositifs de répression politiques et militaires, et en introduisant de nouvelles divisions entre les travailleurs.

Loin de permettre l'unification des peuples d'Europe, la CEE concrétise la division née des accords de Yalta et en de nouvelles.

L'accélération actuelle de l'intégration du capitalisme européen renforce la capacité d'agression et d'exploitation des impérialismes européens notamment contre les peuples du Tiers-Monde. Pour ces raisons, il renforce en fin de compte les risques de guerre.

II. LE PARLEMENT.

L'élection du Parlement européen au suffrage universel direct vient couronner le dispositif des institutions européennes, renforçant, avec la "légitimité" du suffrage universel, tout un système pesant de plus en plus lourd sur la politique européenne et sur la politique des Etats membres dans le sens des intérêts du grand capital et des puissances impérialistes. Le combat contre ces institutions est donc d'autant plus important qu'elles représentent un renforcement des moyens d'intervention du capital international.

Le Parlement européen sera aussi un moyen supplémentaire pour contribuer à "normaliser" la situation dans chaque pays, unifier les législations et, de ce fait, servir les Etats les plus forts et les plus stables, comme la RFA à la pointe en matière de répression et de normalisation.

Il servira enfin d'alibi pour présenter des décisions du capitalisme national dominant comme une décision "d'intérêt européen", donc non discutable. Un gouvernement national pourra ainsi mystifier les masses de son pays en se réfugiant derrière les votes du Parlement de Strasbourg.

Les élections pour le Parlement européen seront une échéance impossible à éluder. En fait, toutes les grandes forces politiques vont s'y engouffrer.

Nous assistons à une bataille entre deux camps:

- la création d'un axe européen modérés-conservateurs qui constitue la force politique traditionnelle de la bourgeoisie: les différents démocrates chrétiens, les conservateurs britanniques, les giscardiens et le RPR en France;
- la tentative ambitieuse d'hégémonie sur la CEE des partis sociaux-démocrates de la IIe Internationale, sous l'impulsion du SPD. On ne peut sous-évaluer les contradictions qui subsistent entre et dans les différents partis (gauche travailliste et CERES). Les forces de la IIe Internationale ont pour objectif de constituer l'axe d'une construction européenne marginalisant les PC occidentaux et les forces révolutionnaires anti-capitalistes et anti impérialistes.

III. CONTRE LE CHAUVINISME.

La lutte contre la politique et les institutions de la CEE, contre l'intégration politique, financière, policière et culturelle de l'Europe capitaliste n'est donc pas fondée pour nous sur le rejet nationaliste et chauvin de toute construction européenne. Cette bataille est internationale et concerne toutes les masses populaires d'Europe. Nous luttons pour le triomphe en Europe d'une société socialiste où les travailleurs et les masses populaires auront la maîtrise de leur destin.

IV. L'ELARGISSEMENT.

Cela concerne plus directement les masses populaires des pays d'Europe promis à l'entrée prochaine dans la CEE (Espagne, Portugal, Grèce), ce qui, sous couvert de "consolidation" de la démocratie et de facilités économiques à court terme pour certains secteurs, signifie la subordination des travailleurs de ces pays, et notamment du monde paysan, plus encore que par le passé, aux impératifs de la rationalisation capitaliste à l'échelle européenne et la consolidation des régimes bourgeois.

Nous nous engageons à faire tous les efforts pour éviter toutes les divisions entre les travailleurs des différents pays, de la CEE ou non, afin de renforcer leur solidarité internationale anti-capitaliste et anti-impérialiste, en organisant des actions communes contre les conditions que les grandes firmes capitalistes veulent imposer aux travailleurs.

V. CONTRE LES INSTITUTIONS EUROPEENNES DE LA BOURGEOISIE.

Ces institutions constituent un mécanisme d'intégration inter impérialiste et un instrument supplémentaire de domination des peuples. C'est pourquoi nous sommes:

- contre le Marché commun et ses instances politiques (Conseil des Ministres et Parlement) ;
- contre le Marché commun et ses institutions prétendument techniques (Commission de Bruxelles, Cour de Justice européenne, organismes agricoles, etc) ;
- contre le Marché commun et ses instruments financiers (Fonds monétaire européen, constitution d'une monnaie européenne au service des puissances dominantes) ;
- contre le Marché commun et ses aspects policiers (coordination des polices et convention "anti-terroriste") ;
- contre le Marché commun et ses aspects militaires d'intégration dans le cadre atlantique de l'OTAN.

C'EST POURQUOI NOUS DEVONS MENER CAMPAGNE SUR LES POINTS SUIVANTS :

1. POUR LA LIBERTE ET LES DROITS DE L'INDIVIDU, CONTRE LES TENDANCES AUTORITAIRES.

Le combat contre les institutions européennes et leurs méfaits doit être mené sur le terrain de la défense des droits de la personne humaine et du droit des minorités à la différence.

Ces droits sont directement menacés par la convention européenne dite de répression du terrorisme, par la création d'un espace judiciaire européen, l'acceptation croissante de la restriction des libertés et de la violation du droit telles que les entraves aux droits de la défense et "les interdictions professionnelles en RFA, par la pratique d'exclusion syndicale, la multiplication des prisons spéciales, le recours aux juridictions d'exception, les législations discriminatoires à l'égard des immigrés, l'emploi policier et répressif de l'ordinateur, les arrêtés récents de Luxembourg refusant de condamner les tortures en Irlande et les écoutes téléphoniques en RFA.

La lutte pour la liberté et les droits de l'individu implique le refus des formes des formes de contrôle social; et de contrôle des moyens d'information et communication qui permettent à la bourgeoisie de construire le consensus social dont elle a besoin.

La lutte pour la liberté et les droits de l'individu dans les pays européens ne peut être séparée de cette même lutte dans tous les pays du monde.

II. POUR L'EMPLOI ET CONTRE LA RESTRUCTURATION.

La restructuration capitaliste est une très dure attaque contre la classe ouvrière et ses conditions de vie. Ce processus, fondé sur une nouvelle division internationale du travail, va de pair avec la reconversion ou la liquidation de secteurs productifs entiers (sidérurgie, textile, chimie, etc), créant par là le chômage et interdisant toute perspective d'emploi à des millions de jeunes et de femmes. L'éclatement de la production, les nouvelles formes du travail dans les usines, le développement du travail au noir, de la sous-traitance et du travail intérimaire, remettent en cause l'organisation du travail et, par conséquent, les formes d'organisation que doivent se donner les travailleurs pour lutter.

Les syndicats risquent alors de se retrouver de plus en plus engagés dans des formes de cogestion comme cela s'est produit dans certains pays européens, appuyant ainsi les politiques d'austérité et de paix sociale imposées par les gouvernements bourgeois. La riposte que nous devons proposer comme nécessaire pour s'opposer à cette offensive est une reprise de la lutte dans chaque pays et au niveau européen.

Pour la réduction généralisée du temps de travail; contre les licenciements et le chômage; contre le sous-emploi des jeunes et des femmes, et la marginalisation de larges fractions de la classe ouvrière, le chômage n'étant plus conjoncturel mais structurel.

Pour mener à bien cette restructuration, l'immigration est soumise dans toute l'Europe, au modèle suisse, aux exigences de l'économie, par le biais de non-renouvellement des cartes et contrats de travail, contrats saisonniers, etc.

c'est pourquoi nous luttons pour le respect de l'identité nationale et culturelle des travailleurs immigrés, contre les politiques de refoulement et les campagnes racistes qui les accompagnent, pour l'égalité des droits politiques et syndicaux, et la liberté de circulation et de travail de tous les travailleurs, qu'ils soient ou non originaires de la CEE.

III. POUR LE SOUTIEN AUX LUTTES DES TRAVAILLEURS DE LA TERRE.

Les institutions européennes ont joué un grand rôle comme accélérateur de la restructuration capitaliste à la campagne (ex: le rapport Mansholt). La politique agricole et les instances agricoles du Marché commun ne font que renforcer la position dominante des grandes exploitations capitalistes et des industries agro-alimentaires sur les masses paysannes et la classe ouvrière. Même si des contradictions semblent opposer ces catégories entre elles dans chaque pays et au niveau européen, le développement de luttes communes ouvrières et paysannes telles qu'elles ont déjà commencé dans certains pays permettra de dépasser ces contradictions et de construire une véritable solidarité.

La lutte contre la politique agricole commune est aussi une lutte contre la destruction, au profit du grand capital, de la vie économique et culturelle de régions rurales entières.

La liaison des paysans et des travailleurs se fera également autour de la promotion d'une production alimentaire de qualité et la réfutation du modèle de consommation américain.

IV. POUR LA LIBERTE ET LE DROIT A L'IDENTITE NATIONALE.

Le combat pour la reconnaissance politique, juridique et culturelle des identités nationales est un combat contre le renforcement des déséquilibres internes à l'Europe. Ces déséquilibres aggravent l'appauvrissement de régions entières et celui des nationalités ou minorités nationales qui sont déjà opprimées par les Etats membres.

V. POUR LA LIBERATION DES FEMMES.

La politique de crise, dans chaque pays, amplifiée par l'intégration capitaliste de l'Europe, a des conséquences particulières pour les femmes. Elles sont les premières touchées par le chômage et subissent durement les effets de la crise et la dégradation des conditions de travail, en particulier des femmes immigrées.

Les différentes bourgeoisies, chacune à leur manière, mettent en oeuvre cette politique, en l'accompagnant d'une vaste campagne idéologique pour revaloriser le rôle de la femme au foyer et les structures familiales réactionnaires, développer la natalité, y compris en détournant le sens de certaines luttes des femmes.

Revalorisation de la femme au foyer, mais aussi mise en avant de thèmes comme la défense de la patrie et de la société, illustrée par les opérations publicitaires d'intégration des femmes dans l'armée et la police (France, Italie, Allemagne fédérale).

Cette politique s'accompagne d'une dégradation des infrastructures sociales (crèches, écoles, équipements sociaux et sanitaires) qui frappe particulièrement les femmes de la classe ouvrière.

Contre la législation répressive sur l'avortement dans la plupart des pays d'Europe de l'ouest, nous revendiquons l'avortement libre, gratuit et dépenalisé pour toutes les femmes qui le désirent, et leur droit à l'autodétermination.¹ (1)

Nous soutenons le droit à l'autodétermination des femmes et toutes les luttes des femmes contre leur exploitation et discrimination spécifiques, pour leur libération contre le sexisme et toutes les formes de violence dans la société.

La lutte des femmes contre les divisions développées par la bourgeoisie entre les travailleurs construit la solidarité entre tous les exploités contre les sociétés bourgeoises patriarcales et hiérarchisées.

VI. POUR LA SAUVEGARDE DE LA NATURE, CONTRE L'EUROPE NUCLEAIRE.

La lutte contre l'intégration capitaliste est aussi la lutte contre une utilisation de la technologie qui, dans la logique du grand capital, entraîne la destruction des équilibres naturels, l'épuisement des ressources de la planète et impliquent des conditions de travail qui portent atteinte à la sécurité des personnes.

L'énergie nucléaire qui se met en place au niveau européen constitue l'exemple extrême de cette utilisation de la technologie.

Notre refus de l'énergie nucléaire et notre lutte en faveur des énergies douces résulte non seulement des dangers de l'énergie nucléaire, mais aussi du renforcement des structures policières impliquées par la surveillance et le contrôle de la production nucléaire.

VII. CONTRE L'EUROPE MILITAIRE, POUR LES DROITS DEMOCRATIQUES DES SOLDATS.

L'intégration des armées et des politiques militaires des pays d'Europe occidentale, dans l'OTAN ou dans un cadre européenisé, s'inscrit dans la politique des blocs.

La dissuasion nucléaire pour les pays qui la développent constitue un élément déterminant dans cette politique d'intégration et accentue le risque de guerre. L'intégration militaire européenne renforce les moyens d'intervention impérialistes en Afrique, le développement d'armées de guerre civile et d'instruments de contrôle et de répression sur la population.

La lutte pour les droits des soldats est un élément important pour développer l'opposition à cette politique.

1 Voir position Sinn Fein v.page 9

VIII. POUR LE SOUTIEN A LA LUTTE DES PEUPLES CONTRE L'IMPERIALISME.

L'Europe du capital intervient contre les peuples et organise l'exploitation de ceux du Tiers-Monde sous une forme spécifique. C'est pourquoi nous luttons:

- contre la politique de dépendance économique, militaire et culturelle organisée par les accords de Lomé et les conventions bilatérales qui subordonnent l'octroi de l'aide militaire occidentale à des concessions économiques et commerciales de la part des Etats du Tiers-Monde.

- Contre le commerce international des armes qui est un facteur de distortion et de subordination ultérieure des peuples aux exigences de l'économie capitaliste. Celle-ci repose toujours davantage sur la production d'armement et constitue un facteur de division et de guerre entre les peuples du Tiers-Monde au profit de l'impérialisme.

En conséquence, nous soutenons la lutte des peuples qui se battent pour leur indépendance politique et leur droit à l'autodétermination.

IX. LA PLACE DE CETTE CAMPAGNE DANS LES LUTTES DES PEUPLES DU MONDE.

Partout dans le Monde, du nord au sud, de l'est à l'ouest, les peuples se battent pour leurs libertés et leurs droits démocratiques.

Dans les pays capitalistes, la classe ouvrière se bat pour le contrôle des moyens de production et la démocratie directe.

Dans les pays de l'Est, une opposition ouvrière se forme pour défendre les droits nationaux, sociaux et politiques des travailleurs. Partout les femmes exigent leur libération, les forces sociales demandent une société nouvelle de paix et de liberté.

C'est dans ce courant qui traverse tous les continents que se situe notre action générale et notre lutte contre l'intégration capitaliste en Europe.

Signataires:

Belgique: P.L.S.(Pour le Socialisme)

Danemark: V.S (Venstresocialisterne)

Espagne:

M.C. (Movimiento Comunista)

O.I.C. (Organizacion de Izquierda Comunista)

P.T.E. (Partido del Trabajo de Espana)

France : P.S.U. (Parti Socialiste Unifié)

C.A.L.E.G.A. (Comité d'Action contre l'Europe Germano américaine)

CEDETIM (Centre d'Etudes Anti-impérialistes)

O.C.T. (Organisation Communiste des Travailleurs)

Italie: Démocrazia Proletaria)

R.F.A : K.B. (Komunistischer Bund)

Sous réserve de ratification:

Grande-Bretagne: S.W.P. (Socialist Workers Party)

Irlande: Sinn Fein (1) Sans le paragraphe 5 du point revendiquant l'avortement libre. Une note additionnelle du Sinn Fein expose sa position sur ce point particulier dans l'édition de la plate-forme pour l'Irlande.(voir page 7)

Propositions de la Réunion internationale de Turin

25 et 26 novembre 1878

1°) Une affiche unitaire internationale sera éditée, avant fin décembre, par toutes les organisations signataires. Elle servira à faire connaître l'accord international intervenu entre les diverses composantes.

2°) Pour permettre l'affirmation, à l'échelle européenne, du courant de la nouvelle gauche et sensibiliser la gauche ouvrière et populaire, onze rencontres internationales ont été prévues pour la période qui précède les élections du 9 juin:

- l~ question nationale (Italie)
- l'Europe verte (France)
- l'immigration (France)
- lutttes des femmes (Pays-Bas, Allemagne)
- lutte contre le nucléaire (Belgique, Italie, Allemagne)
 - solidarité avec les luttes des peuples et nationalités opprimées (Espagne)
- répression et droits démocratiques (Allemagne)
- solidarité avec les prisonniers politiques (Irlande)
- lutttes syndicales (Danemark)
- la restructuration dans la sidérurgie (Belgique, Luxembourg)
- le chômage

3°) La troisième rencontre internationale se tiendra à Bruxelles les 20 et 21 janvier à l'initiative de Pour le Socialisme. Une conférence de presse rendra publique le lancement de notre campagne unitaire européenne.

Réunion internationale de Bruxelles

20 et 21 janvier 1979

1. Les participants étrangers doivent arriver au siège de POUR LE-SOCIALISME (22, rue de la Concorde, 1050 Bruxelles) le vendredi 19 janvier 1979 pour 16h au plus tard. Le départ pour le lieu de rencontre se fera à 18h. En soirée, prise de contact et préparation des travaux.

Le week-end de discussion s'organisera comme suit:

Samedi 20 janvier

-matinée Travail en commission pour améliorer la plate-forme. Il doit être entendu que la plate-forme élaborée à Turin est acquise et ne peut être remise en cause. Simplement, il s'agit de la compléter sur certains points précis. Dans cette optique, nous proposons cinq commissions:

.l'alternative socialiste: il s'agit de préciser le type de socialisme que nous voulons.

-l'emploi et la restructuration: affiner et compléter l'analyse de la crise ainsi que la réponse ouvrière anti-capitaliste.

-le soutien à la lutte des peuples contre l'impérialisme: penser aux luttes de libération du Tchad, du Zaïre, du Zimbabwe, d'Erythrée, etc.

-la lutte des étudiants et des jeunes (point absent de la plate-forme).

-la culture populaire (point absent de la plate-forme).

-après-midi Assemblée plénière pour confronter les résultats des commissions.

-soirée culturelle: groupes musicaux de lutte.

Dimanche 21 janvier

Des groupes de travail fonctionneront sur l'ensemble des onze activités internationales (voir page précédente). Nous proposons d'y ajouter deux activités nouvelles: luttes étudiantes et culture populaire (ex: activité alternative à l'"Eurovision").

Proposition d'un secrétariat permanent de coordination de la campagne.

3. Une conférence de presse sera organisée pendant le week-end pour annoncer le lancement de la campagne européenne.

Note: Toute proposition complémentaire émanant d'une organisation doit parvenir d'urgence au siège de Pour le Socialisme (22 rue de la Concorde, 1050 Bruxelles; Tél: 02/513-57-87; 02/513-59-00.

